

QUESTIONS ORALES -3 SEPTEMBRE 2010-

Michèle DUBUS : *Prochainement, nous inaugurerons la nouvelle école de musique. Se pose donc maintenant la question du devenir de l'ancienne école, l'Hôtel de la Gabelle, qui est l'un des bâtiments remarquable du patrimoine de notre ville. Pour nous, il ne serait être question qu'il soit vendu à des investisseurs privés. Pour la petite histoire, nous rappelons qu'il est à l'origine de la création de l'association des amis de Bernay fondée, entre autres, pour militer pour sa sauvegarde au sein du patrimoine municipal.*

Aujourd'hui, nous devons lui trouver une nouvelle utilité, à notre avis, plutôt dédiée à la culture ou au service public. C'est pourquoi nous proposons la création d'un groupe de réflexion composé d'élus et de représentants d'associations afin de proposer un projet cohérent sur l'occupation de tout ou partie de ce bâtiment. Qu'en pensez-vous ?

Réponse de Monsieur le Sénateur-Maire

Comme vous le rappelez, la nouvelle Ecole de Musique vient d'être achevée et les opérations de déménagement des anciens locaux vers le nouvel équipement ont eu lieu fin août.

Grâce à la Communauté de Communes de Bernay et des Environs, élèves et enseignants bénéficient désormais de locaux modernes, adaptés et performants et nous nous en réjouissons.

L'Hôtel de la Gabelle est un édifice tout à fait remarquable, fleuron du patrimoine Bernayen, et comme je l'ai déjà indiqué, il n'est pas question de le vendre. Je partage votre avis selon lequel les bâtiments de la Gabelle pourraient recevoir une affectation culturelle ou de service public.

Avant d'envisager une nouvelle utilisation de ce bâtiment, il convient de faire une analyse précise de l'état du bâti, ce que les services municipaux vont s'attacher à faire.

Tout projet devra concilier les règles d'accessibilité et celles imposées par le nécessaire respect de la qualité de ce bâtiment inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

Il devra également tenir compte de la réalité budgétaire.

La réflexion sur ce sujet et bien entendu les décisions à prendre seront étudiées en liaison avec les commissions municipales concernées (la commission "bâtiments" et la commission "culture") et en concertation avec l'association "Les Amis de Bernay" avec qui la Municipalité entretient des relations permanentes et fructueuses.

Joseph LEROOY : *N'ayant pas de représentant à la Communauté de communes, nous ne pouvons suivre les dossiers qui intéressent la vie municipale. Par exemple, nous ne disposons d'aucune information liée à l'évolution de la Zone des Granges qui semble marquer le pas après les investissements de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Eure. Deux projets semblent avoir été accueillis différemment avec des propositions de prix au M2 différentes. A un moment où l'emploi se raréfie dans notre bassin de vie, où la région de Bernay connaît le plus faible taux de création d'entreprises du département, est-il logique que l'un des deux projets rejoigne probablement une autre commune plus attractive. Nos interrogations sont donc simples :*

1/ Quelles sont les conditions d'acquisition de parcelles pour les entreprises ?

2/ Pourquoi des prix différents selon les candidats ?

3/ Sont-ils compétitifs par rapport à d'autres zones d'activités proches ?

Réponse de Monsieur le Sénateur-Maire

Permettez moi de vous rappeler que si vous n'aviez pas refusé les postes de délégués suppléants que nous vous avons proposés vous siégeriez comme tous les délégués titulaires ou suppléants dans les commissions et notamment dans la Commission Economique présidée par Anne Libert.

En ce qui concerne la zone d'activités des Granges, celle-ci continue à se développer et à attirer des projets. Le village d'entreprises de la Chambre de Commerces et d'Industries de l'Eure a ce titre, pleinement joué son rôle.

Aujourd'hui, quatre entreprises se sont déjà implantées en dehors de celles du Village d'entreprises. Notre démarche commerciale, engagée auprès des artisans avec l'appui de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Eure et d'Eure Expansion, nous a également permis d'identifier neuf artisans potentiellement intéressés pour s'implanter sur la zone d'activités. Des compromis de vente ont d'ores et déjà été signés avec six d'entre eux et les travaux de viabilisation de cette partie artisanale sont prévus en septembre 2010 pour que les premiers artisans s'installent début 2011.

Pour ces artisans comme pour chaque entreprise, les conditions d'acquisition des parcelles sont identiques.

Le prix moyen peut en revanche varier en fonction de la situation de la parcelle, de son enclavement et de sa forme. Ainsi, nous avons proposé à la même entreprise deux terrains à des prix différents. Le premier terrain enclavé, a un prix moins élevé que le second, mieux placé, plus facilement aménageable. C'est d'ailleurs pour ce dernier terrain que le choix de l'entreprise concernée s'est porté malgré son coût plus onéreux.

Par ailleurs, le prix de vente du terrain peut être négocié dans la limite d'un prix moyen plancher, qui correspond au prix de rentabilité et ce en fonction de l'intérêt de chaque projet notamment en terme de création d'emplois.

Le prix pratiqué est compétitif si on le compare à des terrains ayant un niveau d'aménagement et une situation comparables, notamment en terme de haut-débit. A titre d'exemple, les terrains de la ZAC du Long Buisson à Evreux sont vendus à 16 € du m² pour un équipement équivalent et d'autres collectivités comme Prey, Breteuil-sur-Iton ou Grosseoeuvre vendent les parcelles à 12 et 10 euros pour des niveaux d'équipement inférieurs.

Eure Aménagement Développement en charge de la commercialisation de la zone, nous a d'ailleurs indiqué dernièrement que la majorité des opérations de vente en cours actuellement concernaient les terrains sur la ZAC des Granges de Bernay.

Ingrid VARANGLE : *L'heure de la rentrée scolaire 2010-2011 a sonné et les élèves de Jean Moulin élémentaire ont intégré à nouveau les cours dans une école qui pour le moment n'a pas fait l'objet de travaux de réhabilitation suite à l'incendie. Lors du dernier conseil d'école en Juin dernier, il avait été annoncé aux parents d'élèves l'opération de désamiantage et la démolition de la partie endommagée dans le courant de l'été. Rien n'a aujourd'hui bougé, et la reprise de la classe va repousser encore de quelques mois les premiers travaux. Un planning des travaux a-t-il été établi ? Si oui peut-on en avoir le détail ? Est-ce que les appels d'offres ont été lancés ?*

Réponse de Monsieur le Sénateur-Maire,

Les différentes négociations avec notre assureur et son expert et l'indemnisation finalement obtenue n'ont pas permis de financer la restauration à l'identique du bâtiment sinistré. Aussi, nous avons repensé le projet en prévoyant la démolition du bâtiment sinistré et la construction d'un nouveau bâtiment attenant à la partie de l'école non touchée par l'incendie.

Ce bâtiment sera adapté aux besoins actuels des effectifs et à la prévision de leur évolution à horizon 2020.

C'est sur cette nouvelle base que nous avons lancé une consultation de maîtrise d'œuvre d'architecture. Les offres ont été reçues et sont en cours d'analyse. Cette maîtrise d'œuvre sera engagée mi septembre, ce qui laisse espérer un démarrage des travaux au 1^{er} semestre 2011, sous réserve d'obtenir les financements sollicités.

Une demande de financements croisés auprès des services de l'Etat au titre de la Dotation Globale d'Équipement et auprès du Département de l'Eure va être déposée prochainement.

Le planning précis des travaux sera établi avec l'entreprise de travaux et la maîtrise d'œuvre en phase projet, préalable au chantier.

Pascal DIDTSCH : *Comme vous le savez, très attaché au patrimoine municipal en tentant de le faire vivre, connaître et j'espère apprécier, les journées du patrimoine se dérouleront très prochainement L'an passé, avec l'accord des propriétaires, l'usine Galland a été ouverte au public laissant ainsi de nombreux visiteurs découvrir ou redécouvrir une partie de l'histoire industrielle de la ville. Dernier vestige du passé de la rubanerie, sa préservation nous a toujours été très chère. Dans la Région et le Département, plusieurs réhabilitations de friches industrielles ont été portées, avec succès, par l'EPF Normandie. Ne serait-il pas envisageable d'organiser une opération de ce type qui aurait le mérite de redonner vie à cet espace plutôt que de laisser faire les démolisseurs avides d'un terrain de 4 hectares et de profits substantiels ? Un permis de démolir a-t-il été demandé ?*

Réponse de Monsieur le Sénateur-Maire,

Le propriétaire a en effet déposé une demande de permis de démolir l'ensemble des anciens bâtiments industriels le 28 juin 2010 et l'a complétée le 29 juillet 2010, le délai d'instruction de 3 mois court jusqu'au 29 octobre 2010.

Le service instructeur attend l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France sur cette demande car l'ensemble immobilier est situé dans le périmètre de protection des abords et en visibilité de la Basilique Notre Dame de la Couture, classée Monument Historique. Il s'agira d'un avis conforme que la Commune sera tenue de suivre. Nous espérons pouvoir ainsi refuser cette demande car nous sommes très attachés à cet élément de notre patrimoine et à l'ensemble du patrimoine, qu'il soit industriel, religieux ou naturel.

Je vous indique que la friche Galland est d'ailleurs fléchée comme patrimoine remarquable dans notre dossier du label "Ville d'Art et d'Histoire".

Depuis la fin de l'activité industrielle de la société ARIANEX, la question du devenir de ce site est régulièrement posée.

Le propriétaire a cherché à louer ou à vendre les bâtiments. Toutefois, l'enclavement du site constitue un obstacle majeur à une réutilisation des locaux pour un équipement public comme l'a confirmé le bureau d'études, missionné par la Commune pour étudier les possibilités d'implantation d'un pôle culturel.

Or, faire porter l'acquisition du site par l'E.P.F.Normandie n'a de sens que si une destination certaine et pérenne peut lui être donnée dont la finalité serait bien évidemment en rapport avec le volume des investissements que représenterait une opération de réaménagement/réhabilitation des bâtiments.

Claire PITETTE : *La reconstruction du collège Marie Curie par le Conseil Général est en route et, pour une première dans le département, elle s'inscrit dans une démarche HQE, Haute Qualité Environnementale. Cet investissement très important pour le Conseil Général, va également conduire la ville à engager des dépenses liées au gymnase et aux accès notamment. Notre question est donc simple : la programmation d'un gymnase neuf aux normes HQE pour être en harmonie avec le futur collège est-elle envisagée ? Ensuite, une réflexion sur les accès futurs a-t-elle été d'ores et déjà engagée avec l'aménagement, entre autres de la côte au rat ?*

Réponse de Monsieur le Sénateur-Maire

La reconstruction du collège Marie Curie est un projet très important pour la ville que nous réclamons depuis plus de 10 ans. Ce projet, maintes fois promis par le Conseil Général et maintes fois retardé par celui-ci, devrait voir le jour en 2013.

Je reste néanmoins prudent quant aux annonces faites par le Conseil Général puisque je me souviens que son Président, lors de sa venue au collège Marie-Curie en octobre 2004, avait annoncé publiquement que le collège serait « entièrement rénové pour la rentrée de septembre 2008 et que les engagements du Département seraient ainsi tenus ».

La construction d'un nouveau gymnase à proximité d'un collège dont la construction n'a pas encore commencé n'est donc pas d'actualité.

Je vous indique qu'en liaison avec le Conseiller Général, Jean-Hugues Bonamy, j'ai sollicité par courrier le Président du Conseil Général le 2 juillet dernier pour lui demander un plan projet et le planning prévisionnel des travaux. Cette demande est restée sans réponse à ce jour.

Quant aux accès, nous avons déjà engagé la réflexion par rapport aux aménagements nécessaires à la circulation et au stationnement des cars scolaires, mais nous sommes là aussi en attente d'information de la part des services du Conseil Général.

Gilles LAUNAY : Comme chacun le sait, maintenant, notre pays souffre. La crise économique, certes, mais aussi les décisions et erreurs de gestion d'un gouvernement que vous soutenez ont creusé les déficits et sonné l'heure de la rigueur budgétaire. La RGPP a entraîné la suppression massive de postes dans toutes les administrations et, ici à Bernay, comme partout ailleurs nous en avons la traduction avec la disparition du Tribunal de Grande Instance ou encore d'un service de justice, le SPIP, pourtant inauguré en grande pompe, il y a à peine un an. Au niveau communal, les finances, chacun le sait maintenant même si l'ampleur des difficultés n'est pas encore totalement appréhendée par tout le monde, ne sont pas bonnes. Là aussi, la rigueur passe et les ajustements d'effectifs (non renouvellement des contrats par exemple) sont aussi devenus une réalité qui affecte le fonctionnement des services, notamment techniques. Il suffit de parcourir la ville et notamment les quartiers, pour le constater. Notre question est donc simple : quels sont les services qui ont été affectés par ces décisions ?

Réponse de Monsieur le Sénateur-Maire

Je n'évoquerai pas dans cette enceinte la politique menée par le Gouvernement pour réduire les déficits publics car ce n'est pas le lieu et m'en tiendrai aux aspects communaux.

Vous évoquez l'entretien des espaces publics des quartiers pour en déduire que les effectifs sont en baisse.

Je ne partage pas votre sentiment quant à l'aspect et à la tenue des quartiers de la ville et regrette ce jugement désobligeant pour le personnel municipal que je remercie pour la qualité de son travail.

S'agissant des effectifs, je vous informe qu'en 2010, deux contrats n'ont pas été renouvelés, un CDD au service informatique, et un CDD à la propreté urbaine.

Par ailleurs, deux postes vacants suite à des départs en retraite n'ont pas été remplacés au service des Espaces Verts.

Dans le même temps, 18 contrats ont été renouvelés, et deux mises en stages ont été décidées, un médiateur de quartier supplémentaire a été recruté, et nous allons très prochainement créer un poste de chef de projet « Politique de la ville » qui sera occupé par la Directrice actuelle à l'action sociale, le recrutement d'un Directeur de CCAS est en cours.

J'ajoute que nous avons mené depuis 2003 une large politique de pérennisation des différents emplois précaires, 42 C.E.S et 10 emplois jeunes ont été concernés, ce qui a permis à de nombreuses personnes de continuer leur parcours professionnel et de maintenir et développer des nouveaux services à la population.

Plutôt que de rigueur, il serait donc plus approprié de parler de rationalisation et d'optimisation. Les charges de personnel représentent 60 % de nos dépenses de fonctionnement, et dans le contexte budgétaire tendu que connaissent les collectivités locales, il me semble nécessaire de chercher à stabiliser les dépenses en la matière, tout en maintenant la même qualité de service public. C'est le sens de mon action en ce domaine, avec la professionnalisation et la responsabilisation accrues des responsables de service initiée dès 2003.

Vincent MESNILDREY : *Les articles L 2121-27 et D.2121-12 notamment, du code des collectivités, protègent le droit d'expression de l'Opposition municipale prévoyant la mise à disposition d'un local de travail.*

Nous avons déjà dénoncé les conditions indignes de logement dans un local vétuste, excentré et nauséabond situé aux anciens abattoirs.

La punition n'était sans doute pas suffisante, et il a été impossible d'accéder au dit local pendant tout le déroulement du chantier de construction de l'école de musique.

Hélas, le fond du trou n'était sans doute pas suffisamment atteint au goût de la municipalité, et récemment nous avons constaté que les tables et les chaises avaient été retirées du local.

Quand le Maire, dont c'est la responsabilité, entend-il respecter ses obligations légales et le droit de travailler et de s'exprimer des huit conseillers municipaux d'opposition représentant 49% du corps électoral ?

Réponse de Monsieur le Sénateur-Maire

Le déroulement du chantier de construction de la nouvelle école de musique par la CCBE a effectivement empêché, par défaut d'accès, l'usage normal du local attribué à l'opposition municipale, dans l'enceinte des anciens abattoirs municipaux.

Il a également compromis la possibilité d'y intervenir pour le remettre en état à la suite du signalement justifié qui m'avait été adressé en début d'année.

Pour ce qui concerne l'enlèvement des tables et des chaises, je dois avouer, que vous me l'apprenez.

Renseignements pris, il semblerait que Monsieur Launay ait confié à Madame Canu, Vice-Présidente de la CCBE à sa demande, la clef du local afin d'en prendre possession, et qu'elle ait pris l'initiative de le faire débarrasser de son mobilier, sans que j'en sois informé. La CCBE est en effet désormais propriétaire des lieux.

Je prie l'opposition municipale de bien vouloir accepter mes excuses pour le désagrément que ces circonstances ont générées.

J'appellerai enfin l'attention de Monsieur Mesnildrey sur un détail qui a son importance :

L'article L 2121-27 du Code Général des Collectivités Territoriales cité précise que les Communes de la taille de Bernay doivent mettre un local à disposition des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale **qui en font la demande**.

Or depuis l'installation du nouveau Conseil, aucune demande officielle de l'opposition n'a été reçue en Mairie.

En juin 2008, la mise à disposition officielle de ce local avait été formalisée par la signature d'une convention entre le Maire et Monsieur Launay, cette convention a pris fin à la dissolution du Conseil Municipal et n'a pas été reconduite, les Conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale, n'ayant pas procédé à cette formalité substantielle.

J'invite en conséquence l'opposition municipale à formuler, si elle le souhaite, cette demande qui sera traitée avec toute la diligence nécessaire, en tenant compte bien entendu du fait que les locaux qui leur étaient attribués ne sont plus propriétés de la ville..

Michèle DIONIS : *La ville de Bernay a instruit il y a quelques mois déjà, un dossier pour prétendre être éligible au label de « Ville d'Art et d'Histoire ». Pouvez-vous nous éclairer sur l'avancée de ce dossier et nous indiquer éventuellement les difficultés qui auraient pu surgir dans l'instruction de cette demande.*

Réponse de Monsieur le Sénateur-Maire

Le dossier « Ville et Pays d'Art et d'Histoire » constitue en effet une priorité de notre action en terme de culture. C'est un dossier, je le rappelle, important et c'est pour cela qu'il ne faut pas brûler les étapes.

Il nécessite un lourd travail de préparation en interne par les différents services : le service culturel, le service aménagement, l'Office du Tourisme, le service communication et la Direction Générale des Services pour qu'il soit le plus conforme possible aux attentes du Ministère de la Culture et de la commission chargée d'attribuer ce label. Nous avons de nombreux échanges avec la DRAC qui nous ont conduit à adapter la structure initiale de notre dossier.

Par ailleurs, la commission compétente ne se réunit que 2 fois par an et de nombreuses villes se sont portées candidates au niveau national, allongeant ainsi le délai de passage et d'examen du dossier.

Aujourd'hui, il est raisonnable de penser que le dossier de candidature de la ville de Bernay sera présenté au printemps 2011 au Ministère de la Culture et Bernay pourrait obtenir le label « Ville d'Art et d'Histoire » dans le courant de l'année 2011.

